



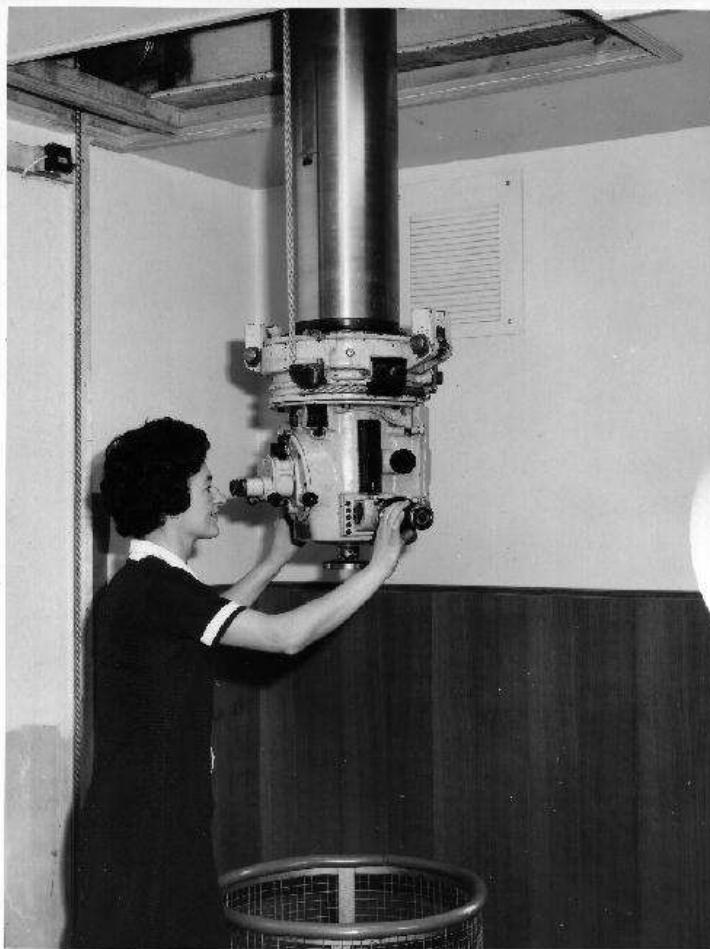
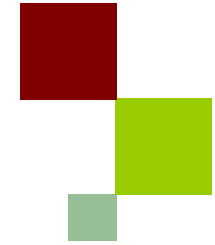
Copenhagen-Paris-Oslo-Cancun-?



**XIV Seminario Regional Latinoamericano
Bosques y Cambio Climático
27-29 ABRIL, 2010**

Olivier BOUYER, coordinador unidad
cambio climatico – ONFI
olivier.bouyer@onf.fr

Plan



1. Copenhague : succès ou échec pour REDD+ ?
2. Paris / Oslo : accélérer le mouvement !
3. D'ici Cancun : des chances que ça marche ?



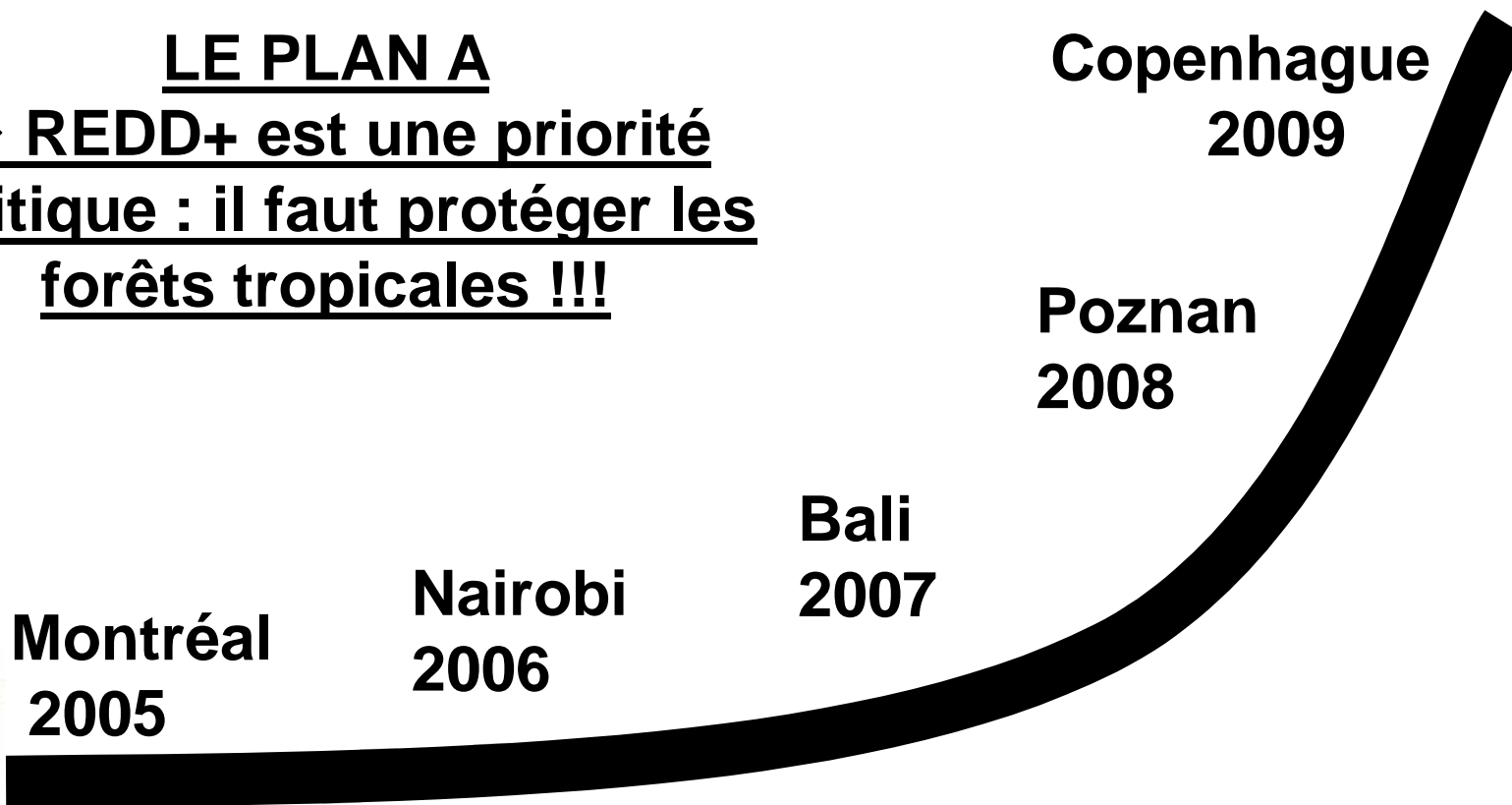
Copenhague : succès ou échec pour REDD+ ?



1. Copenhague : échec / succès pour REDD+ ?



LE PLAN A
→ REDD+ est une priorité
politique : il faut protéger les
forêts tropicales !!!



1. Copenhague : échec / succès pour REDD+ ?



LA REALITE → 4 (timides?) avancées

1/ Art. 6 de l'Accord de Copenhague (supporté par 127 pays)

→ Incitations positives via l'établissement immédiat du mécanisme REDD+

2/ Décision « méthodologique » 4/CP.15

→ Coordination des activités de renforcement de capacité, indications pour le MRV et les scénarios de référence

3/ Un non papier « politique » AWG/LCA/L.7/Add.6

→ Objectif global, 19 principes/garde-fous, périmètre élargi REDD « + », éléments pour participer (stratégie/scénario de réf./MRV), 3 phases (préparation, montée en puissance, croisière), financements mixtes

4/ Annonce de 3,5 Milliards de \$ par 6 pays

→ USA = 1, NW = 1, JP = 0,5, UK = 0,48, FR = 0,37, AUS = 0,18

1. Copenhague : échec / succès pour REDD+ ?

CONCLUSIONS → Peut mieux faire

1/ Le mécanisme REDD+ n'existe que partiellement, en l'absence de décision « politique »

2/ On est loin du compte niveau financement...

- ✓ **Il faudrait de 6 à 12 fois plus pour réduire la déforestation de 50% en 2020, soit 22 à 43 milliards de \$ par an (Eliasch review, 2008)**
- ✓ **L'Accord parle d'un fonds vert et de 30 milliards de \$ pour 2010-2012...mais ne dit pas comment l'argent sera générée et gérée**
- ✓ **Seuls 5 pays sur 22 du CAD de l'OCDE ont versé 0,7% de leur PIB pour l'aide au développement en 2006...Comment être optimiste ?**



Paris / Oslo : accélérer le mouvement !



2. Paris / Oslo : accélérer le mouvement !



POINT DE DEPART : deux annonces le même jour - 22 décembre - sur le même sujet - matérialiser le REDD+ - par SARKOZY et STOLTENBERG

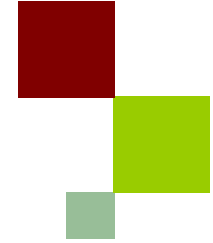
COORDINATION FRANCO-NORVEGIENNE (6 janvier) :

→ AGENDA SERRE : Paris le 11 mars, Bonn1 les 9-11 avril, Oslo le 25 mai, Bonn2 les 1-11 juin... Puis Cancun les 29 nov.-10 déc.

→ 3 OBJECTIFS

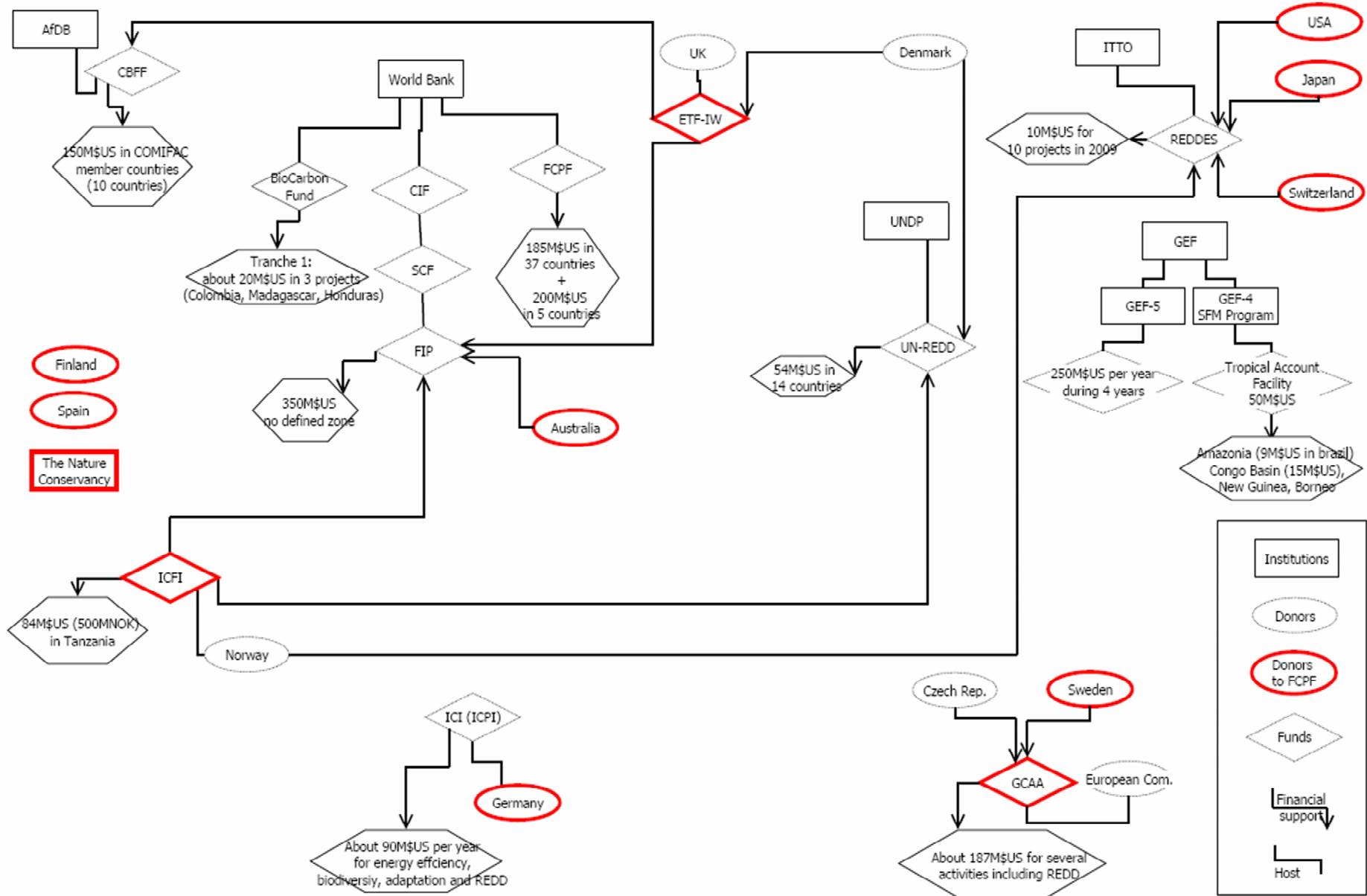
- ✓ Mobiliser de l'argent : 5 milliards de \$ d'ici Oslo ?
- ✓ Organiser la coordination du fast start REDD+
- ✓ Préparer le mécanisme international de financement REDD+

2. Paris / Oslo : accélérer le mouvement !

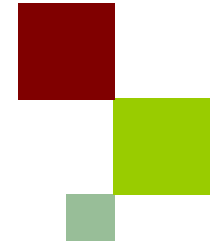


→ RESULTAT - Mobiliser de l'argent

- ✓ En plus des 5 pays ayant annoncé 3,5 milliards de \$, d'autres annonces ont été faites : l'Allemagne (20-30% de son fast start), l'Espagne (20% de son fast start ?), la Slovénie (16 millions de \$), la Commission européenne (500 millions de \$...mais re-fléchage du FLEGT ?) et le FEM (1 milliard de \$...annonce non officiellement actée lors de la dernière reconstitution, d'où nouvelle réunion en vue...et problème car argent du FEM déjà comptée dans l'aide des pays...)
- ✓ Si déforestation = 20% des émissions, REDD+ devrait recevoir 20% du fast start promis dans l'Accord = 5 milliards de \$? On en est loin...
- ✓ Problèmes de double comptage et additionalité des financements !



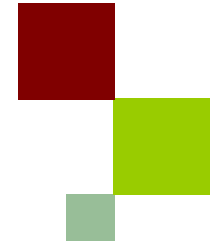
2. Paris / Oslo : accélérer le mouvement !



→ RESULTAT – Organiser la coordination du fast start REDD+

- ✓ Double sens du MRV : selon la feuille de route de Bali et l'Accord de Copenhague, applicable aux actions d'atténuation des pays du Nord et du Sud ET aux financements des pays du Nord vers ceux du Sud.
- ✓ Buts du MRV finance : dénoncer les doubles comptes, éviter les chevauchements... ou les trous de financements pour certains pays.
- ✓ Difficultés : informations complexes et, parfois, volonté de maintenir le flou
- ✓ En construction : un partenariat REDD+ piloté par des pays volontaires (NW, AUS, BR, FR, COL, DRC...) et un « REDD+ desk » qui centraliserait les info et faciliterait le MRV finance

2. Paris / Oslo : accélérer le mouvement !



- **RESULTAT – Préparer le mécanisme de financement REDD+**
- ✓ **Quelles fonctions à assurer pour la gouvernance du REDD+ ?**
(ex : définir normes et standards de qualité du REDD+, valider les stratégies nationales, assurer le suivi des actions et des résultats)
 - ✓ **Quels principes pour assurer ces fonctions ?**
(ex : équilibre Nord-Sud dans les décisions, respect de la souveraineté)
 - ✓ **Comment construire une structure de financement efficace ?**
(ex : complémentarités entre sources, architecture financière REDD+)
 - ✓ **Quelle place pour les structures existantes et quelles évolutions doivent-elles opérer ?**
(ex : UNREDD, FEM, FCPF)

→ Tout reste à discuter à Oslo...Voire Cancun



D'ici Cancun : des chances que ça marche ?



3. D'ici Cancun, des chances que ça marche ?



→ POUR REDD+ : tout reste encore à valider, voire à créer

- ✓ Valider le mécanisme REDD+ par une décision « politique »
- ✓ Augmenter les financements fast start REDD+
- ✓ Organiser la coordination du fast start REDD+
- ✓ Préparer le mécanisme international de financement REDD+

→ POUR UN « ACCORD DE CANCUN » : 10 difficultés à lever

3. D'ici Cancun, des chances que ça marche ?

- 1/ Réussir un pilotage de haut vol.** A Kyoto, les négociations sur le climat avait été faites par les Ministres de l'environnement. Maintenant, ce sont les chefs d'Etat qu'y s'en chargent. La prise en charge du dossier à ce niveau suprême est irréversible. Il faut espérer qu'à Mexico le processus de décision soit mieux maîtrisé qu'à Copenhague

- 2/ Remettre les États-unis en selle.** Il n'y aura pas d'avancée du processus international tant que le processus parlementaire américain ne sera pas parvenu à terme. De l'espoir suite à la récente adoption de la Loi sur la sécurité sociale...?

- 3/ Assurer conjointement la reprise de l'économie mondiale et la lutte contre le changement climatique.** Il serait catastrophique que le débat se polarise sur la crise financière à court terme, au détriment de la crise climatique de plus long terme. C'est pourtant ce qui se profile, dans un contexte marqué par l'aggravation du fossé Nord-Sud et d'endettement des États du Nord.

3. D'ici Cancun, des chances que ça marche ?

- 4/ Restaurer la confiance Nord-Sud.** Les pays du Sud ont en mémoire les fausses promesses (0,7 % du PIB, échec des Objectifs du millénaire pour le développement, etc.). Le huis clos de Copenhague n'a fait qu'aggraver ce déficit de confiance, sans laquelle les clivages géopolitiques seront figés
- 5/ Composer avec le changement d'attitude chinois sur la scène internationale.** La Chine a abandonné le principe fixé par le défunt leader Deng Xiaoping consistant à « *cacher sa brillance et cultiver l'ombre* ». Le pays, qui refuse tout contrôle international de ses émissions, adopte une attitude offensive.
- 6/ Surmonter notre incapacité collective à imaginer un développement décarboné.** Les changements de modes de production et consommation et les avancées technologiques sont trop timides pour permettre de faire le grand bond dans une économie sobre en carbone...ce qui rend suspect les militants d'un accord sur le climat de vouloir ramener l'humanité à l'ère de la bougie

3. D'ici Cancun, des chances que ça marche ?



7/ Faire coïncider deux cycles, climatique et politique, au pas de temps différent.

Les effets climatiques se feront sentir durement dans plusieurs décennies... alors que les élections politiques ont lieu tous 4 à 8 ans... Il est difficile d'intégrer le compte à rebours à long terme posé par le changement climatique dans les débats politiques de court terme

8/ Espérer que l'Union européenne dépasse ses divisions internes. L'Union européenne passe tout son temps à négocier avec... elle-même. Elle a accepté le texte de compromis - conclu entre les États-unis et la Chine et bien en deçà de ses attentes – pour ne pas quitter Copenhague sans Accord, synonyme d'échec total. Il lui faut à tout prix retrouver un leadership

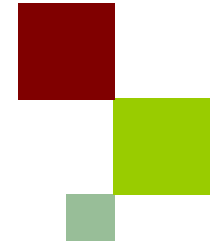
9/ Travailler dans un cadre onusien déconsidéré. L'échec de Copenhague est aussi perçu comme l'échec de l'ONU... Mais personne ne voit comment faire sans ! La généralisation de procédures d'opt-in (« accord négocié en petit groupe et qui nous aime nous suit ») aux dépens des procédures d'opt-out (« tout le monde doit être dans l'accord et le niveau d'ambition est fixé au plus petit dénominateur commun ») est un moyen de dynamiser le processus

3. D'ici Cancun, des chances que ça marche ?

...et le plus dur pour la fin

10/ Remobiliser les citoyens : On avait dit qu'on ne pouvait pas rater Copenhague... et c'est ce qui est arrivé ! Il va falloir patiemment expliquer aux opinions publiques nationales que le plan B (qui n'était pas sensé exister avant Copenhague !) sera discuté à Cancun

Merci de votre aimable attention





XIV SEMINARIO REGIONAL LATINOAMERICANO SOBRE BOSQUES Y CAMBIO CLIMÁTICO - 27-29 ABRIL, 2010

ANTECEDENTES

Entre el 27 y 29 de abril de 2010 en Lima, Perú, se llevó a cabo la reunión del grupo Latinoamericano de Bosques y Cambio Climático para responder a la necesidad de avanzar en la discusión de un mecanismo de Reducción de Emisiones de Deforestación y Degradación (REDD+) y las necesidades de la Región en los procesos de negociación e implementación de este mecanismo.

Las reuniones de este grupo se organizan semestralmente y forman parte de un proceso iniciado en el año 2001 para fortalecer el diálogo entre países de la región América Latina sobre los temas forestales que se discuten en los procesos internacionales bajo la Convención de Cambio Climático de Naciones Unidas (UNFCCC).

La organización de la reunión estuvo a cargo de CEPAL, ONF (Francia), Carbon Decisions y FONAM (Peru), con el financiamiento de CEPAL-GTZ, Cooperación Francesa, y Woods Hole Research Center (WHRC).

Objetivos del seminario:

- Discusión de opciones y posiciones nacionales y regionales en las negociaciones internacionales post CoP 15, sobre los principales temas de interés de la Región en relación a REDD+, MDL y LULUCF
- Implicancias de REDD+ en la Región en aspectos sociales, institucionales y gestión sostenible de los bosques
- Preparación de la agenda para el año 2010, reuniones técnicas, políticas y CoP 16

PROGRAMA

DIA 1	
I - Bienvenida	
9:00	Inauguración Introducción y presentaciones participantes / expertos FONAM: Julia Justo, Directora Ejecutiva CEPAL: Joseluis Samaniego, Director División Desarrollo Sostenible ONF: Olivier Bouyer

II – Estado actual discusiones internacionales

10:00	Negociaciones internacionales sobre bosques: Resumen histórico y Resultados CoP 15 y sesiones de Bonn (Aquiles Neuenschwander)
10:30	Resultados proceso Paris-Oslo (OLIVIER BOUYER)
11:00	CAFÉ
11:30	Discusión: Temas relevantes de negociación internacional, Agenda REDD 2010 y resultados esperados del Seminario

13:00 Almuerzo

SESION ABIERTA

	(Grupo Bosque y CC, Representantes Indígenas y miembros foro REDD)
14:00	Pueblos indígenas: principales conflictos en la Región y opciones para abordar su participación en un mecanismo REDD (TERESA RUIZ, consultora CEPAL)
14:30	Forum on Readiness (Evan Johnson, WHRC)
15:00	CAFÉ
15:30	Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica y REDD (Juan Carlos Jintiach)
16:00	Sesión de discusión
18:30	Fin de sesión

DIA 2

III – Implementación mecanismo REDD en América Latina

9:00	Iniciativas subnacionales y programas nacionales: opciones para vincular ambas escalas, experiencias en la Región (LUCIO PEDRONI)
10:00	Fundo Amazonia (Marco Conde, Brasil)
11:00	CAFE
11:30	Institucionalidad: oportunidades y barreras legales e institucionales para la implementación del mecanismo en la Región (VICENTE ARRIAGA, Consultor Cepal)
12:00	Discusión
13:00	Almuerzo
14:00	Temas relevantes de negociación internacional, opciones nacionales y de consenso regional (Andrea García, Colombia)
16:00	CAFE
16:30	Sesión de discusión
18:00	Fin de sesión

DIA 3

V – Conclusiones y próximos pasos

9:00	Preparación agenda 2010: Opciones de posición regional ante UNFCCC Opciones de cooperación Sur-Sur (Marco Conde, BRASIL) Plataforma para proyectos REDD en América Latina para coordinación de proyectos con base en principios y conceptos comunes (Marco Conde, BRASIL) Introducción de elementos para diálogo EU-LAC (Mariana Antonissen, CEPAL)
12:30	Clausura
13:00	Almuerzo

RESULTADOS

En la reunión participaron 18 representantes de 15 países de América Latina, con el apoyo técnico y político de los organizadores y de 6 expertos externos que participaron en la presentación de documentos y temas de discusión. Se adjunta el programa y lista de participantes al final de este informe.

El primer día se llevó a cabo una revisión general histórica de las negociaciones y los temas forestales más relevantes de discusión actual bajo la Convención, con un espacio abierto de discusión sobre los pueblos indígenas en el que participaron representantes de la comunidad indígena y WHRC.

El segundo día se discutieron posiciones y opciones sobre los temas de interés de los países en la implementación del mecanismo REDD y se detallaron los puntos más relevantes que requieren discusión y consenso en el proceso de diseño de REDD. Se inició la elaboración de un documento de conclusiones que incluyera los principales puntos discutidos.

El tercer día se terminó de consensuar el documento de conclusiones del grupo y se acordaron los posibles futuros pasos de reunión y discusión del grupo.

El documento resultante fue un conjunto de conclusiones en torno a los puntos de interés presentados y discutidos durante el seminario. Las conclusiones no representan necesariamente una posición conjunta y oficial de los países representados, su propósito es constituir una referencia para fortalecer las discusiones al interior de los países.

DETALLE PARTICIPANTES

Nº	Apellido	Nombre	Participación	País	Organización
1	Antonissen	Mariana	CEPAL	Argentina	CEPAL
2	Arriaga	Vicente	Experto	Mexico	
3	Astudillo Estévez	Pablo Andrés	Representante Ecuador	Ecuador	Ministerio del Ambiente - Ecuador
4	Bouyer	Olivier	ONF	Francia	ONF
5	Braña Varela	Josefina	Representante Mexico	Mexico	CONAFOR
6	Castro	Augusto	Representante Peru	Peru	Ministerio Ambiente MINAM
7	Clemente Conde	Marco Giovanni	Representante Brasil	Brasileiro	Serviço Florestal Brasileiro - Ministério do Meio Ambiente
8	Córdova López	Ana Lorena	Representante Guatemala	Guatemalteca	Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales
9	Díaz Beard	Ramón Alberto	Representante Rep. Dominicana	Dominicana	
10	Diez Canseco	Daniella	FONAM	Peru	FONAM
11	Erazo Sosa	Maritza Lisbet	Representante El Salvador	Salvadoreña	Ministerio de Medio Ambiente y RN
12	Estigarribia Canese	Silvia	Representante Paraguay	Paraguay	
13	García Guerrero	Andrea	Representante Colombia	Colombiana	Ministerio Ambiente
14	Gomez	Elvira	Representante Peru	Peru	Ministerio Ambiente MINAM
15	Gomez	Jose Javier	CEPAL	Española	CEPAL

16	Gutierrez	Xavier	Representante Nicaragua	Nicaragua	Ministerio Ambiente MARENA
17	Justo	Julia	FONAM	Peru	FONAM
18	Magallon	Felix	Representante Panamá	Panamá	
19	Martinez	Pascal	Cooperación Francesa	Francia	Cooperación Francesa
20	Neuenschwander	Aquiles	Representante Chile	Chileno	Fondo Innovación Agraria
21	Pedroni	Lucio	Experto	Suiza	Carbon Decisions
22	Ruiz	Teresa	Experto	Mexico	GTZ
23	Samaniego	Joseluis	CEPAL	Mexico	CEPAL
24	Sáenz Faerron	Alexandra	Representante Costa Rica	Costa Rica	
25	San Román	Daniel	Representante Uruguay	Uruguay	Ministerio Ganaderia, Agricultura y Pesca
26	Sanhueza	Eduardo	CEPAL	Chileno	CEPAL
27	Suazo Bulnes	José Trinidad	Representante Honduras	Hondureña	
28	Morizaki	Antonio	Representante Peru	Peruano	Ministerio de Agricultura MINAG
29	Sandoval	Milagros	Participación sesión abierta	Peruana	Conservación Internacional
30	Johnson	Evan	Participación sesión abierta - WHRC	Estadounidense	WHRC
31	Guerra	Yuru	Participación sesión abierta - WHRC	Ecuatoriano	WHRC
32	Jintiach	Juan Carlos	Participación sesión abierta - WHRC		Organización internacional de Coica.
33	Castro Diaz	Estebancio	Participación sesión abierta - WHRC		Organización internacional de Coica.



Resultados de las negociaciones desde Copenhagen (aparte del REDD+)



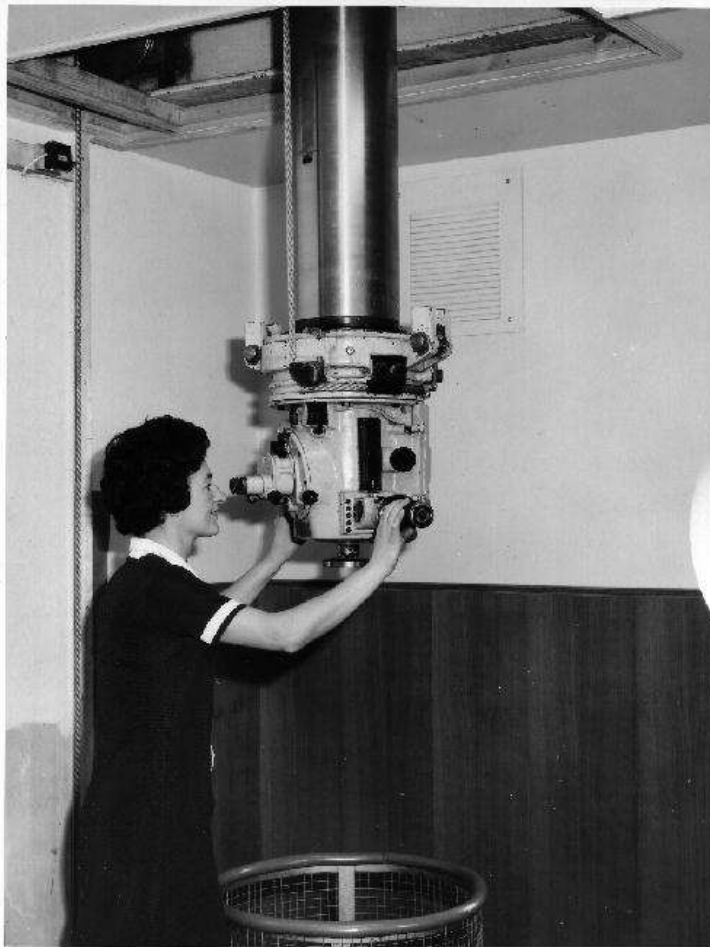
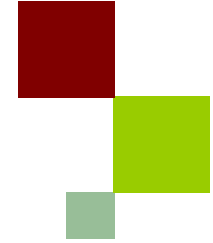
**XV Seminario Regional Latinoamericano
Bosques y Cambio Climático**

16-17 de Septiembre 2010 – Bogota, Colombia

Olivier BOUYER, coordinador unidad
cambio climático – ONFI

olivier.bouyer@onf.fr

Plan



1. Pronto Tianjin: penúltima etapa antes Cancun

2. AWG-LCA11: ¿Avances, esto es suficiente?

3. AWG-KP13: ¿Con anticipación sobre AWG-LCA, o lo contrario?

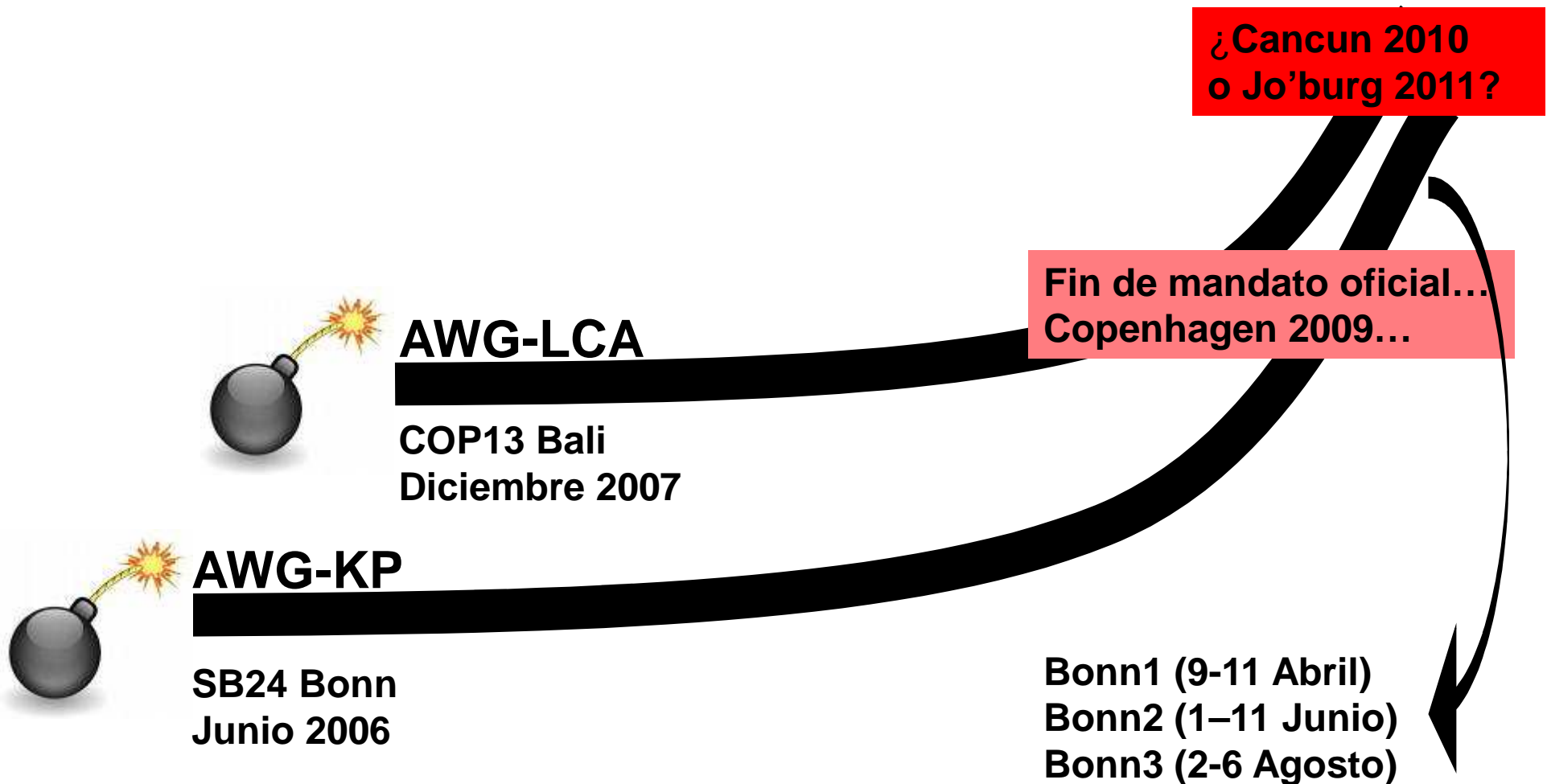


Pronto Tianjin: penúltima etapa antes Cancún



1. Pronto Tianjin: penúltima etapa antes Cancún

Extensión del mandato – 1/3



1. Pronto Tianjin: penúltima etapa antes Cancún

Bonn1 (Abril) y Bonn2 (Junio) – 2/3

→ Bonn1

Definición del programa de trabajo de las nego 2010 y de los mandatos de los Presidentes (AWG-KP y LCA)...CORTO.

→ Bonn2

- AWG-KP: debates “**muelles**”. Zoom sobre los objetivos de mitigación de los países Anexo 1, sin llegar a avances sustanciales. Algunas discusiones sobre LULUCF, MDL y aspectos jurídicos del futuro Tratado. Ningún avance

- AWG-LCA: Discusiones muy “**animadas**”. Después de una semana de negociaciones sobre un documento de 170 paginas, nuevo documento del Chair...Rechazado por todos!

1. Pronto Tianjin: penúltima etapa antes Cancún

Bonn3 (Agosto) – 3/3

→ Nuevo documento AWG-LCA preparado en Julio por Margaret Mukahanana-Sangarwe, Presidenta del AWG-LCA

→ LCA11: (i) Visión partida y Tratado post-2012, (ii) Mitigación, (iii) Adaptación, (iv) Financiamiento, (v) Transferencia de tecnología y (vi) Fortalecimiento de capacidades

→ KP13 : (i) Objetivos de mitigación países del Anexo 1, (ii) LULUCF, (iii) Cuestiones metodológicas, (iv) Aspectos legales del Tratado post-2012, (v) Impactos - de las medidas de atenuación (“medidas de réplica”)

→ 34 000 personas en Copenhagen...5 000 en Bonn2...1 500 en Bonn3... ¿Disminuya de motivación política?



AWG-LCA11:

**¿Avances,
esto es
suficiente?**



2. Avances: ¿esto es suficiente?

Visión partida, ¿Tenemos una? – 1/6

- **3 puntos claves:** (i) ¿Cual seria el aumento de temperatura soportable?, (ii) ¿Cuales serian los esfuerzos de mitigación?, (iii) ¿A cuánto deberían aumentarse las contribuciones financieras de los países Anexo 1?
1. ¿**+2°C**, Así como mencionado en el Acuerdo de Copenhagen? O **+1,5 °C** (riesgos de aceleración del CC)
 2. **-25%/-40%** en 2020 y **-50%** en 2050 por los partidarios del + 2°C....Hasta **-100%** en 2050 por los partidarios del +1,5°C
 3. En medida, **2 o 3%** del PIB...Ninguna reacción “oficial” de los países Anexo 1...recordamos del **fracaso** del objetivo 0,7% del PIB por la ayuda al desarrollo...

2. Avances: ¿esto es suficiente?

Mitigación, paso de 15 a 41 paginas! – 2/6

→ 1b de la hoja de ruta de Bali: parte con el mas debates

1b(i) esfuerzos de los países Anexo 1: **ninguna avance** sustancial...Algunos países Anexo 1 hablando de '**objetivos**' y todos los países no Anexo 1 hablando de '**compromisos**'

1b(ii) NAMAs por los países no Anexo 1: ¿**Cual es** un NAMA?, ¿Como **registrarlo**?, ¿Como asegurar el MRV?

1b(iii) REDD+: La **mala sorpresa** creada por Arabia Saudita (Cf. Andrea)

1b(iv) Enfoques sectoriales y mercado del C y 1b(v) “medidas de replica”: **Reiteración** de las posiciones acostumbradas

2. Avances: ¿esto es suficiente?

Adaptación, ¿Un comité o no? – 3/6

- Demanda general de los países non Anexo 1 (y anexo 1, pero con menos insistencia) para un **reequilibrado** del texto entre mitigación y adaptación
- Muchos debates sobre la oportunidad de crear un **Comité** bajo de la CMNUCC...La mayor parte de los países en desarrollo **a favor** y países desarrollados en **contra**
- USA “*El problema no es la creación o no de este comité, sino la **ausencia** de Programas nacionales de adaptación*”

2. Avances: ¿esto es suficiente?

Financiamiento, Avances...alentador – 4/6

- “Spin-off” con el Sr Gafoor, bajo del “Contact group” del Sr. Reifsnyder, por el fin de hacer progresar este tema **sumamente importante**
- En Bonn2 (Junio 2010), apenas consenso para la creación de una institución dedicada al financiamiento...
- En Bonn3 (Agosto 2010), los países no Anexo 1 **a favor** la creación de una institución, aconsejada por “**thematic bodies**” (mitigación, adaptación, tecnologías, etc.)...Los países Anexo 1 para un “**mecanismo de coordinación**”
- USA a priori **reticentes** a una institución bajo control de la CMNUCC...

2. Avances: ¿esto es suficiente?

¿Cual futuro para cual resultado final ? – 5/6

- Consulta informal el 5 de Agosto por el Embajador De Alba. 3 opciones : (1) tratado post-20102 **jurídicamente forzando**, (2) **decisiones** (COP), (3) **mezcla** de los dos
- **UE y Japon** a favor de opción 1, reuniendo KP y LCA, con compromisos por los países emergentes. Falta de claridad por parte de los **USA**...Sino que un compromiso de China es una condición sina que none por su compromiso propio (NB: ¿pero **no hay mas APA**?)
- 2 actas partidas: (1) Hay que pasar del modo **discusión** al modo **negociación** en Tianjin, (ii) Tratado jurídicamente forzando en Cancún...**fuera de alcance**... ¿En Jo'burg?



AWG-KP13:

¿Con anticipación sobre AWC-LCA, o lo contrario?



3. ¿KP: Con anticipación sobre LCA, o no?

Compromisos muy insuficientes – 1/5

- Estimación hecha por el AOSIS: tenedor teórico entre -17% y -25% en 2020 vs 1990... Tomando en cuenta LULUCF y la demasía de unidades Kyoto (que se pueden utilizar en el post-2012), sería entre -1% y -7%
- Por consiguiente, China y India favorecen un enfoque “top-down”: compromiso global por los países Anexo 1, repartido entre ellos consecuentemente
- G77+China, Grupo África, AOSIS favorecen 2013-2017 como periodo de compromiso y 1990 como referencia. USA y UE favorecen 2013-2020 y libertad en la referencia

3. ¿KP: Con anticipación sobre LCA, o no?

El problema de la referencia – 2/5

→ La verdad: algunos países aumentaron tanto sus emisiones desde 1990 que es casi imposible utilizar 1990!

→ Por ejemplo: País X con +30% entre 1990 y 2010

1. - 10% entre 2010 y 2020 = Buena señal política



2. + 20% entre 1990 y 2020 = Mala señal política



3. ¿KP: Con anticipación sobre LCA, o no? Un debate LULUCF opaco... – 3/5



- **4 puntos claves:** (1) Contabilización de los pozos de carbono en bosque (Art. 3.4 del PK), (2) Revisión de los niveles de referencia, (3) Caso de “fuerza mayor” y (4) Contabilización del carbono en los productos de madera
- **Poco intercambios** sobre estos puntos entre Países Anexo 1 y países no Anexo 1 (aparte de Brasil, en nombre del G77+China). ¿Falta de **interés** o de **comprensión**?
- **Casi acuerdo** sobre una sección LULUCF del texto AWG-KP

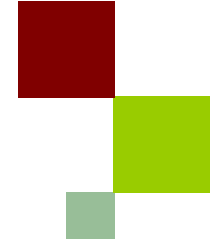
3. ¿KP: Con anticipación sobre LCA, o no?

MDL y cuestiones metodo.: CORTO– 4/5

- **Reiteración** de comentarios ya hechos sobre CCS, energía nuclear, línea de base estándar, limitación del uso de bonos de carbono, deducción para el fondo de adaptación, etc.
- Ningún avance sobre los temas relativos al **MDL forestal**: alternativas a los tCERs/ICERs (sistema VCU), extensión del MDL forestal a otras actividades (aparte de A/R), etc.
- 2 cuestiones metodológicas principales: (i) ¿mas Gases (además de los 6 del PK?) y (ii) ¿ Cuáles potenciales de recalentamiento global considerar?

3. ¿KP: Con anticipación sobre LCA, o no?

¿Un texto KP casi acabado? – 5/5



- Al final de los 5 días, el Presidente Ashe presentó 5 **propuestas de decisión**: (i) Objetivos de mitigación, (ii) LULUCF, (iii) Mecanismos de flexibilidad, (iv) Cuestiones método. y (v) Medidas de réplica
- Sería tentador de creer que el trabajo está acabado...Pero, un proceso de ratificación toma 1 o 2 años... ¿Como evitar un “**gap**”?...Y ante todo, ¿Cómo asegurar un nivel **más elevado** de ambición?
- Los países Anexo 1 se felicitaron por progresos sobre KP y sintieron el retraso sobre LCA...¡G77+CHine replicó que KP iba atrasado, mientras que los países desarrollados debían **dar el ejemplo!**

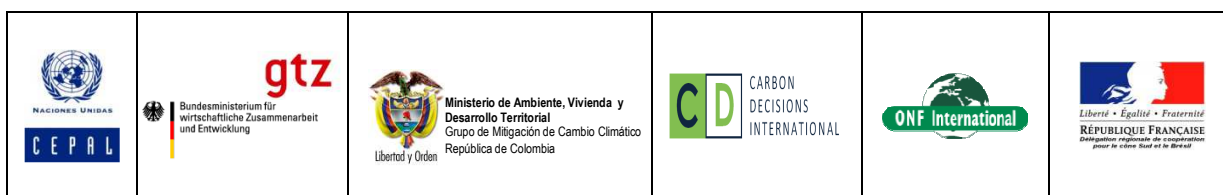
Conclusión:

¿Cómo prepararse para Cancún?

- En Kyoto, los líderes políticos hicieron un acuerdo **político**...y los técnicos lo transcribieron en reglas 4 años después en Marrakech
- En Bali, hicimos una elección **inversa**: técnicamente ponerse de acuerdo luego políticamente hacer validar
- Es difícil de progresar **sin mandato político claro**: En Bonn3, ¡somos pasados de 45 a 170 p. de texto LCA!
- Pero, después del semifracaso de Copenhague, es **difícil** de exigir un apoyo reforzado de las políticas...Tenemos que seguir trabajando al nivel técnico sobre los textos

Gracias por su atención





INFORME XV SEMINARIO REGIONAL LATINOAMERICANO BOSQUES Y CAMBIO CLIMATICO

16-17 Septiembre de 2010 – Bogotá

1. Información general

El XV Seminario Regional Latinoamericano de Bosques y Cambio Climático, se llevó a cabo entre los días 16 y 17 de Septiembre de 2010 en Bogotá, Colombia.

1.1 Objetivos

El objetivo de este evento fue reunir a representantes de los países de América Latina en un encuentro de diálogo para la discusión de los temas de mayor relevancia en torno al cambio climático y el rol de los bosques. La discusión se enfocó en temas técnicos y políticos en torno a la implementación de un mecanismo REDD+ en la Región, las prioridades de los países latinoamericanos en los procesos de colaboración internacional y las posibilidades de alcanzar una posición regional en las discusiones internacionales.

1.2 Organización

La coordinación del seminario estuvo a cargo de ONFI (Office National des Forêts International, Francia) y su sucursal ONFA (Office National des Forêts Andina, Colombia), CDI (Carbon Decisions International, Panama), CEPAL (Comisión Económica para América Latina, Naciones Unidas) y Ministerio de Ambiente, Vivienda y Desarrollo Territorial de Colombia y contó con el apoyo financiero del Programa CEPAL-GTZ y de la Cooperación Francesa.

1.3 Participantes

En el seminario participaron representantes de 11 países de América Latina, expertos en los temas de bosques y cambio climático, y en su mayoría representantes de los países correspondientes en las negociaciones internacionales de la Convención de Naciones Unidas sobre Cambio Climático (UNFCCC),

Países participantes: Chile, Colombia, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, México, Panamá, Perú y República Dominicana.

La lista completa de participantes se adjunta en los anexos.

2. Desarrollo

El seminario permitió a los participantes presentar e intercambiar experiencias, actualizar información sobre escenarios nacionales e internacionales, y discutir sobre sus posiciones nacionales y puntos de consenso en los temas más relevantes de las discusiones internacionales.

2.1 Objetivos específicos

Los objetivos específicos del evento fueron:

- 1) NEGOCIACIONES CMNUCC: ¿Cuáles podrían ser las posturas regionales en las negociaciones abajo de la CMNUCC, en relación a REDD+, MDL, LULUCF, financiamiento y NAMAs?
- 2) REDD+ PARTNERSHIP: ¿Qué pasó en las Conferencias de Paris, Oslo y Brasilia y cual podría ser la estrategia de la Región frente a esta iniciativa?
- 3) IMPLEMENTACION DEL MECANISMO: ¿Cómo coordinar al mismo tiempo el diseño de su estrategia nacional REDD+ y la promoción de proyectos REDD+?

2.2 Contenidos

La agenda se desarrolló de acuerdo a lo programado. El programa completo se adjunta en los anexos.

En la primera sesión se presentaron las actualizaciones del estado internacional de las discusiones y de REDD+ Partnership.

En la segunda sesión se discutieron los puntos clave del documento FCCC/AWGLCA/2010/14, Chapter 4, documento en discusión del AdHoc Working Group on Long-Term Cooperative Action bajo UNFCCC.

En la tercera sesión se presentaron los casos de los países de la Región, sus estrategias y experiencias en REDD+. Posteriormente, se llevó a cabo un análisis de los elementos que están en discusión bajo LULUCF y que pueden relacionarse con REDD eventualmente (Harvested Wood Products, Fuerza Mayor y Contabilización de baselines para art 3.4 FM PK, países anexo I).

La cuarta sesión consistió en el resumen, revisión de conclusiones y coordinación de futuros pasos.

3. Resultados, conclusiones y próximos pasos

- **Texto de intervención para próxima reunión Partnership REDD+**
- **Texto de trabajo para UNFCCC**
- **Próximos pasos del grupo en las negociaciones de Tianjin y Cancún**
- **Fecha próxima reunión del grupo:** Se propuso evaluar la posibilidad de que el grupo de reúna informalmente en Tianjin y Cancún. La próxima reunión formal sería después de Cancún. La fecha se definiría post COP16.
- **Temas para la próxima reunión**

Lista de participantes

	Apellido	Nombre	Participación	Organización	Cargo	Email
1	Antonissen	Mariana	CEPAL	CEPAL	Asistente de investigación	mariana.antonissen@cepal.org
2	Arellano Acosta	Stephanie	Representante Ecuador	Ministerio del Ambiente del Ecuador / Subsecretaría de Cambio Climático	Especialista en MRV de REDD +	sarellano@ambiente.gob.ec
3	Bouyer	Olivier	ONF International	ONFI	Coordinador Unidad cambio climatico	olivier.bouyer@onf.fr

4	Braña Varela	Josefina	Representante Mexico	CONAFOR	Directora de Cambio Climático y Promoción Comercial, Unidad de Asuntos Internacionales y Fomento Financiero	jbrana@conafor.gob.mx
5	Castro	Augusto	Representante Peru	Ministerio Ambiente MINAM	Especialista en REDD, Dirección de Cambio Climático, Deseñrtificación y Recursos Hídricos	acastro@minam.gob.pe /accastron@gmail.com
6	Cornet	Jean-Guenolé	ONF Andina	ONFA	Director	jean-guenole.cornet@onf.fr
7	Escobedo	Mario	Representante Guatemala	Union Internacional para la Conservación de la Naturaleza	Oficial Regional de Bosques y Cambio Climático	mario.escobedo@iucn.org
8	Garcia Guerrero	Andrea	Representante Colombia	Ministerio de Ambiente, Vivienda y Desarrollo Territorial	Coordinadora Grupo de Mitigación de Cambio Climático	AGarcia@minambiente.gov.co
9	Guido	Maritza	Representante El Salvador	Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales	Coordinación Programa Restauración de Ecosistemas	mguido@marn.gob.sv
10	Magallon Gonzalez	Felix	Representante Panamá	ANAM	Técnico del Dirección de Gestión Integrada de Cuencas Hidrográficas	f.magallon@anam.gob.pa / felix_magallon@yahoo.com
11	Neuenschwander	Aquiles	Representante Chile	Fondo Innovación Agraria		aquilesn@fia.gob.cl
12	Rosario Familia	Francisca	Representante República Dominicana	Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales	Directora de Bosque y Manejo Forestal,	<francisca.rosario@ambiente.gob.do>
13	Sáenz Faerron	Alexandra	Representante Costa Rica	FONAFIFO	Directora Nacional de Estrategia REDD	<ASaenz@fonafifo.gov.cr>
14	Santos Acuña	Lucio	Colombia	Ministerio de Ambiente, Vivienda y Desarrollo Territorial	Asesor Grupo de Mitigación de Cambio Climático	lsantos@minambiente.gov.co
15	Suazo Bulnes	José Trinidad	Representante Honduras	Instituto de Conservación Forestal (ICF)	Ministro Director	Jtsuazo2@yahoo.com, <jtsuazo2@gmail.com>

Programa

Jueves 16 de Septiembre 2010

- 9:00 Inauguración por la mesa y presentaciones de los participantes → [Aquiles NEUENSCHWANDER]
- 9:30 Resultados (REDD+) de las sesiones de Bonn (Junio y Agosto) → [Andrea GARCIA]
- 10:00 Resultados (MDL, LULUCF, financiamiento y NAMAs) → [Olivier BOUYER]
- 10:30 CAFÉ
- 11:00 Apuestas en las negociaciones en la perspectiva de Tianjin y Cancún → [Augusto CASTRO]
- 11:30 Estado del REDD+ Partnership desde Paris-Olso y perspectivas antes de Cancún → [Josefina Braña]
- 13:00 ALMUERZO
- 14:30 Discusión cerrada: identificación de posibles posturas en las negociaciones → [Negociadores]
- 16:00 CAFÉ
- 16:30 Seguimiento de la discusión cerrada → [Negociadores]
- 18:00 Fin de sesión
- 20:00 CENA

Viernes 17 de Septiembre 2010

- 9:00 Diseñar su estrategia nacional REDD+: experiencias de Panamá [Félix Magallón]
- 9:30 Diseñar su estrategia nacional REDD+: experiencias de Costa Rica [Alexandra Sáenz]
- 10:00 Diseñar su estrategia nacional REDD+: experiencias de Colombia [Lucio Santos]
- 10:30 CAFÉ
- 11:00 Implementación de proyectos al nivel local, basados sobre línea base sub-nacional: experiencias de Guatemala [Mario Escobedo]
- 11:30 Coordinar la implementación simultánea de 14 proyectos: el caso Peruano [Augusto Castro]
- 12:00 Análisis de los principales elementos de la discusión en el tema LULUCF [Olivier Bouyer]
- 13:00 ALMUERZO
- 14:00 Punto claves del taller (relato a las negociaciones CMNUCC, el REDD+ partnership, implementación de la REDD+) [Aquiles NEUENSCHWANDER]
- 16:00 Fin de sesión



FINANCIAMIENTO REDD+



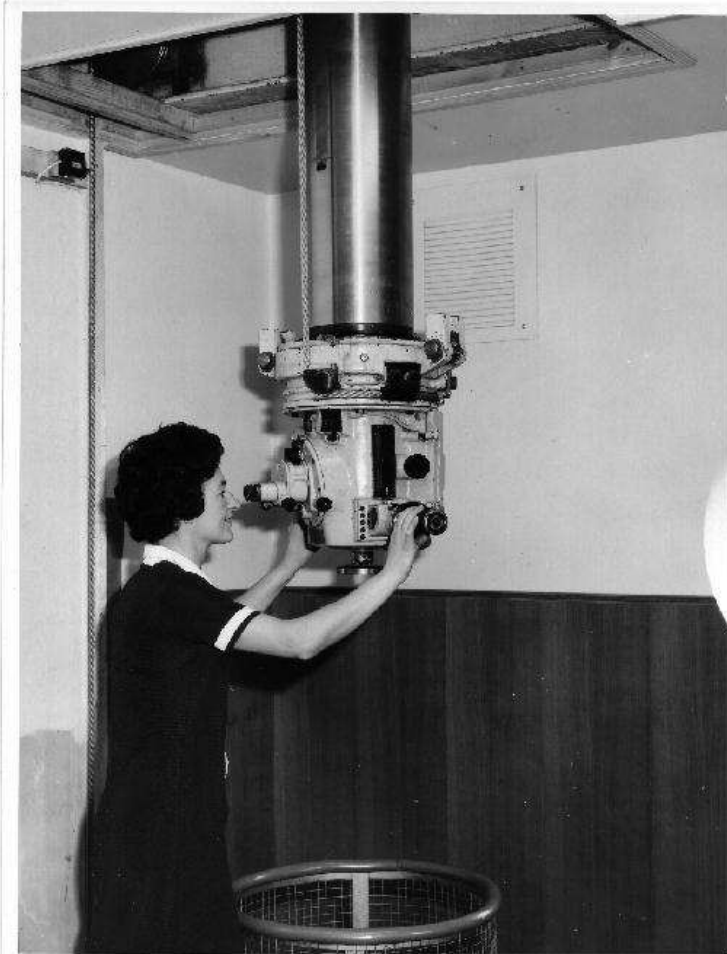
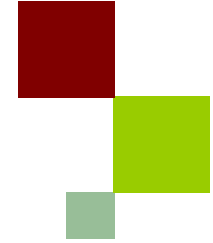
Resumen del reporte SIMULA

XVIII SEMINARIO REGIONAL LATINOAMERICANO
BOSQUES Y CAMBIO CLIMÁTICO

SANTIAGO DE CHILE – 15-16 FEBRERO 2012

Presentacion de Olivier BOUYER (olivier.bouyer@onf.fr), co-ordinador de la Unidad bosques y cambio climatico de la ONF
Basada en el reporte de Markku SIMULA (markku.simula@ardot.fi) preparado por el REDD+ Partnership y publicado en Nov. 2011

Plan



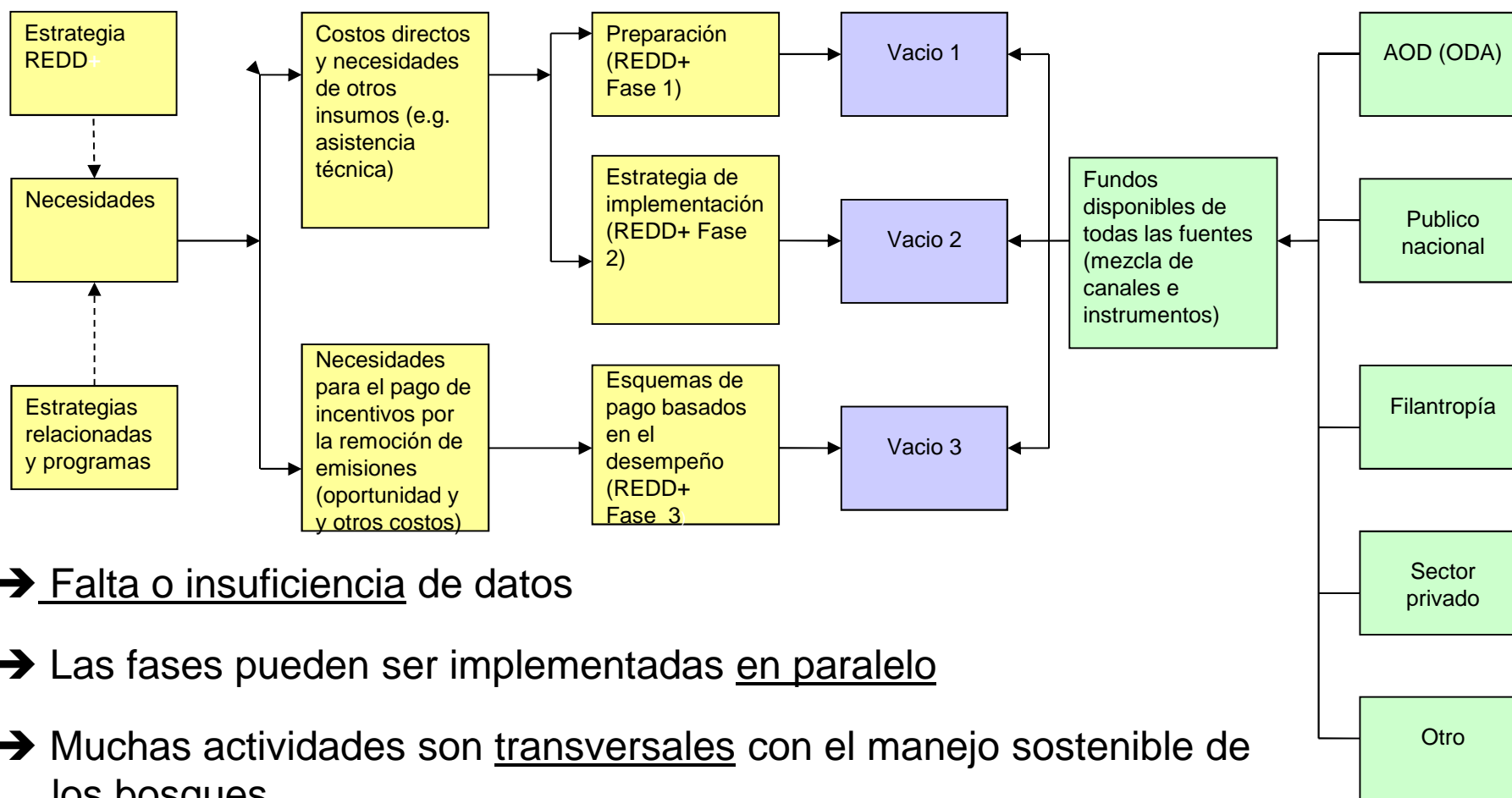
1. Necesidades

2. Fuentes

3. Vacios y superposiciones

4. Recomendaciones

Marco del análisis y retos analíticos



- Falta o insuficiencia de datos
- Las fases pueden ser implementadas en paralelo
- Muchas actividades son transversales con el manejo sostenible de los bosques

Presupuestos por la preparación a la REDD+



Componente	- USD 1000 -			%
	Min	Max	promedio	Total
1. Organizar y consultar	536	10,157	2,712	20
2. estrategia REDD+	500	7,644	3,796	28
3. Nivel de referencia	85	6,153	1,527	11
4. Sistema de monitoreo	120	30,234	5,108	38
5. Administracion del programa	60	3470	557	3
TOTAL	4,349	39,589	13,547	100

Fuente: FCPF R-PP en 18 países

→ Mucho (demasiado?) fondo para los sistemas de MRV...

→ ...y poco (muy poco?) fondo para las estrategias REDD+

Estimados nacionales de “Necesidades adicionales de financiamiento”



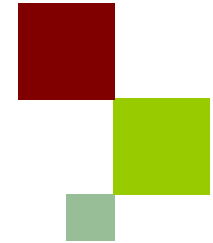
Pais	Plan de menos carbon y estrategia REDD+	Implementacion	Actividades de demostracion	Pagos basados en el desempeño
- USD million -				
Brazil	1	7,500
CAR	20	20
Chad	10+10	20	9	9
DRC	12	700	50	3,000
Ecuador	5
Gabon	4	3	100	250
Indonesia	-	10.0	5.0	..
Mexico	20-30	20-30	50-80	20-40
Mozambique	0.3	5	0.2	3
Nigeria	7	5	2	2
PNG	..	40-50	..	3,700
Uganda	65-123	3-6

Fuente: REDD+ Financing survey (Mayo 2010)

→ Las necesidades de los países varían ampliamente

→ Pocos países han hecho estimaciones realistas sobre actividades de demostración y pagos basados en desempeño

Necesidades de financiamiento de REDD+



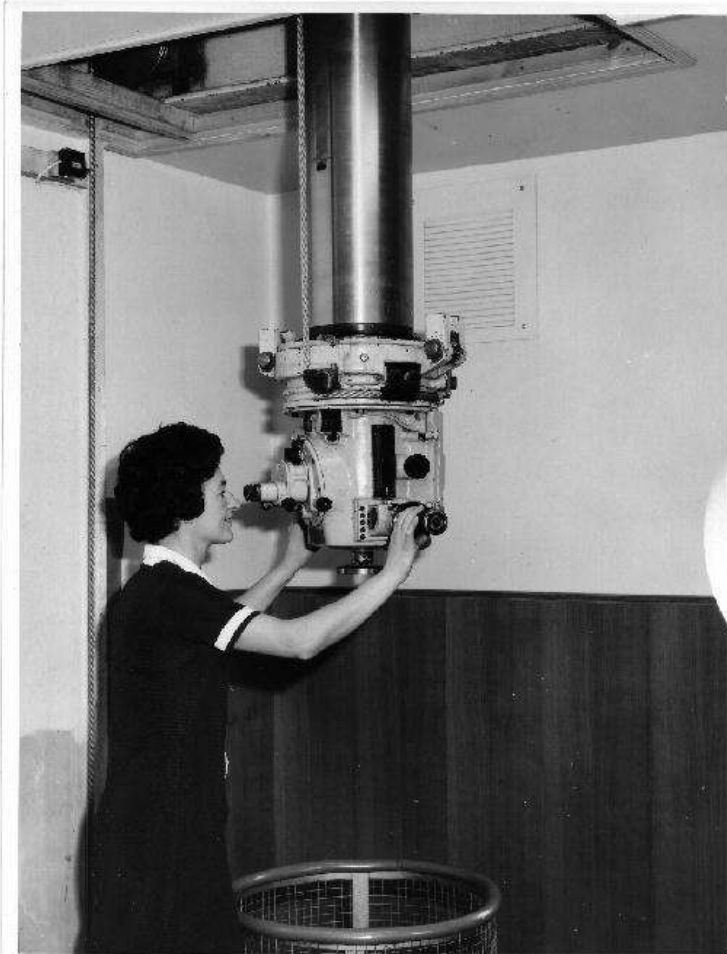
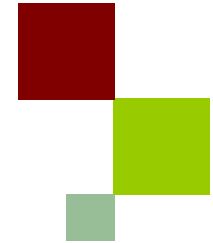
Para alcanzar 25% de reducción en emisiones para el 2015...

- deforestación	USD 20 bill.
- degradación	USD 4 bill.
Total	USD 24 bill.

Fuente : IWG-IFR 2009

- Las necesidades de largo plazo serán significativamente mas grandes
- La mayoría de estimaciones están basadas sobre costos de oportunidad, los cuales tienen una inherente debilidad pero son probablemente la mejor aproximación por el momento
- “Bottom-up” estimaciones son necesarias pero rara vez disponibles

Plan



1. Necesidades

2. Fuentes

3. Vacios y superposiciones

4. Recomendaciones

Financiamiento por el sector publico externo

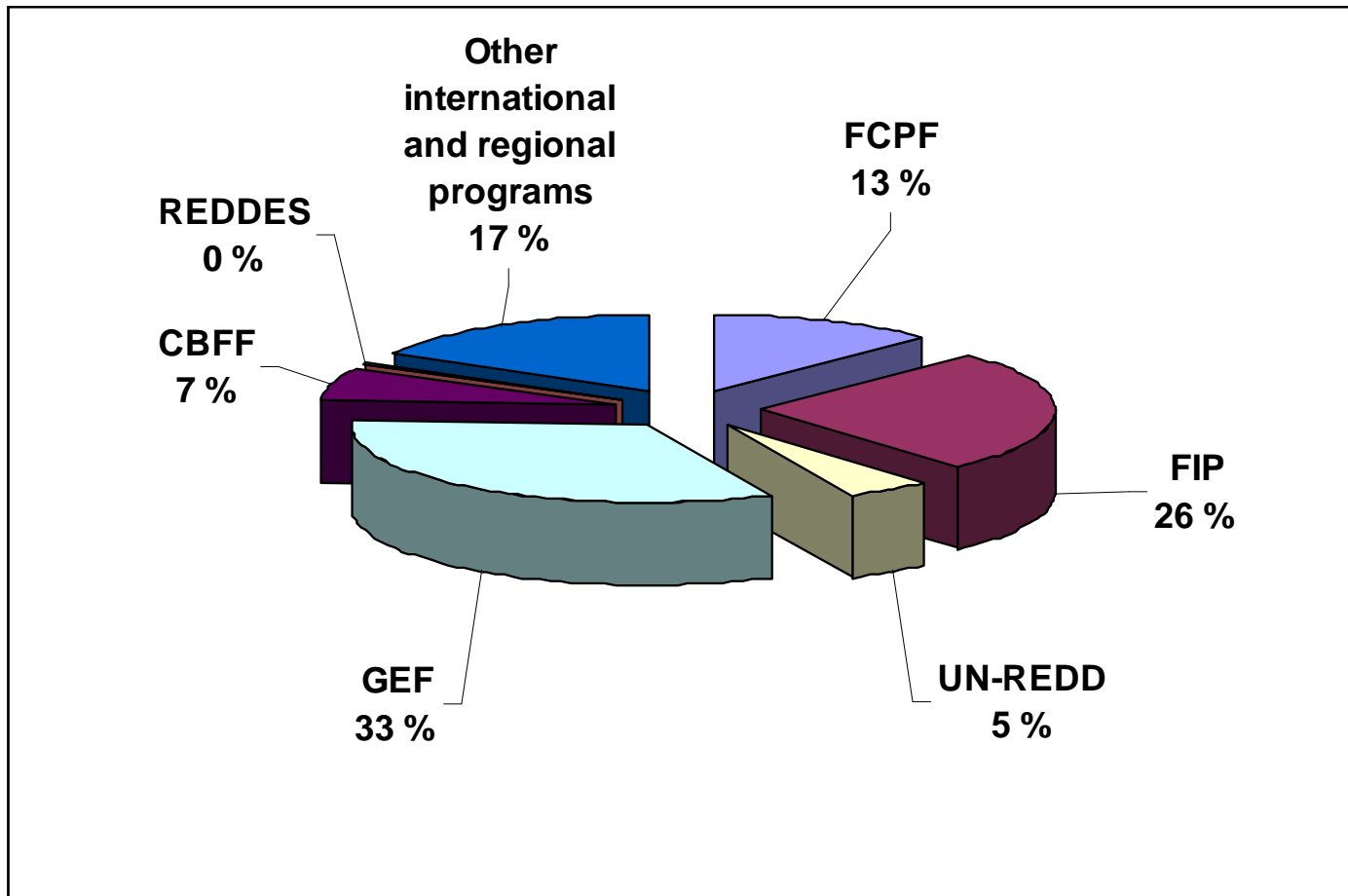
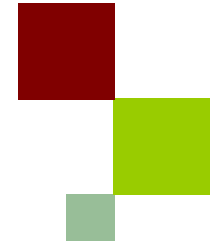


2008-2010	USD millones	%
• Programas REDD+ multilaterales	1, 903	26
• Programas y proyectos internacionales	380	6
• Programas y proyectos binacionales	4,765	68
Total	7,048	100
Promesas 2010-2012	4,300 (1,430 pa)	

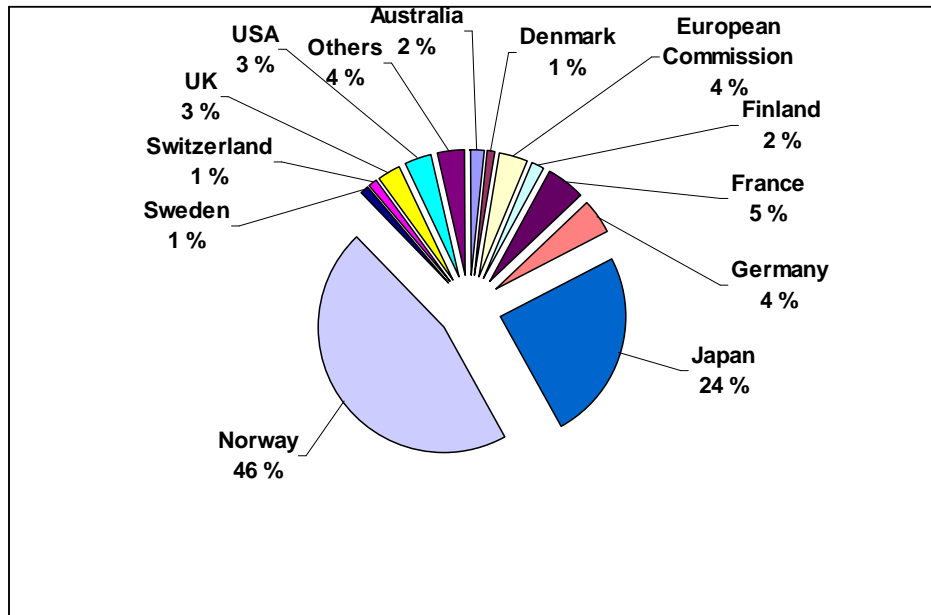
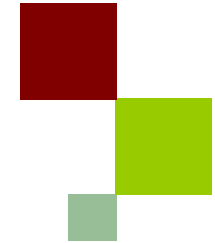
Fuente: REDD+ Financing survey (Mayo 2010)

→ Estamos muy lejo de lo que se necesitaria (15,000-30,000 pa)

Programas REDD+ internacionales (2008-2010)

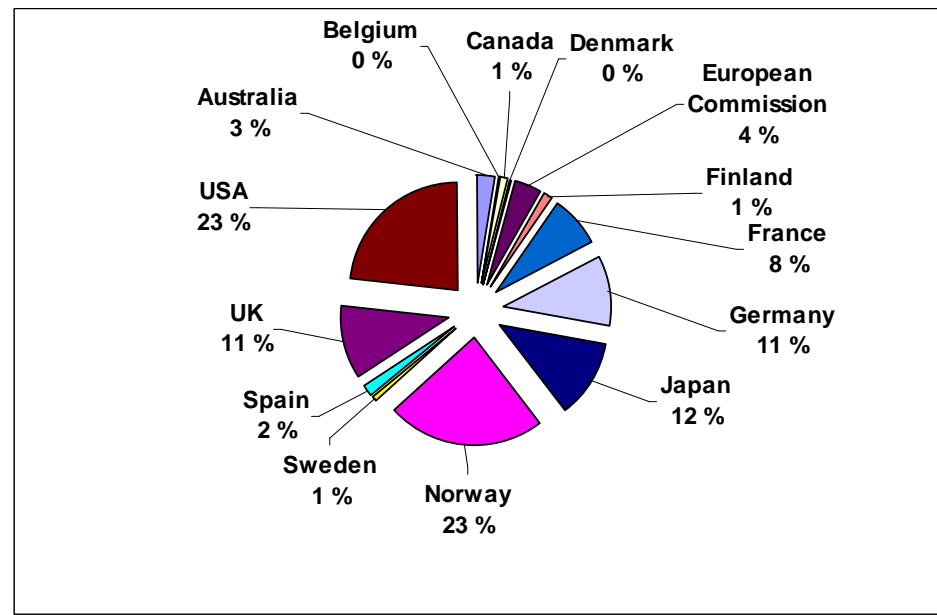


Programas y proyectos REDD+ binacionales



2008-2010

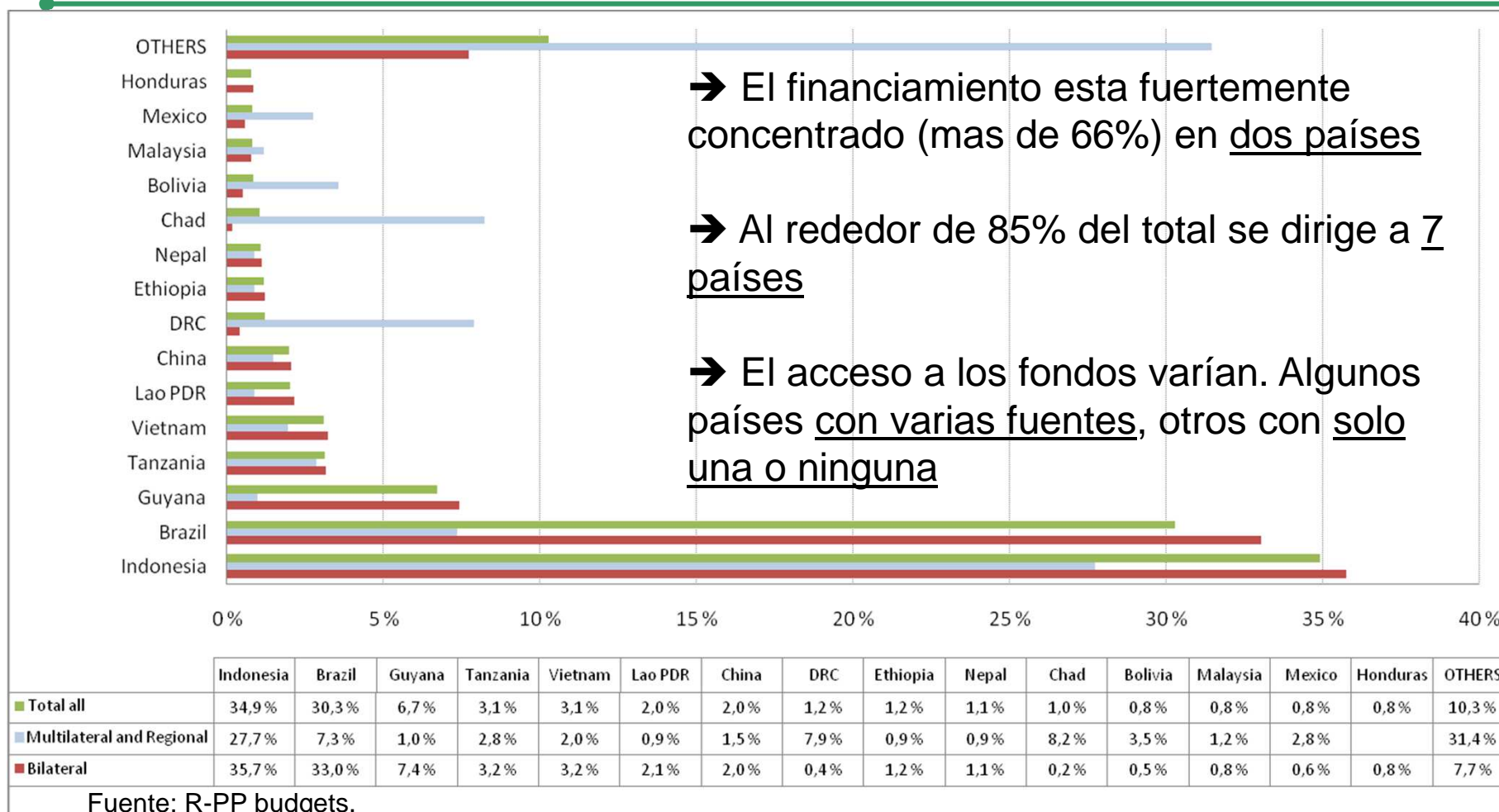
Total USD 6.2 billones



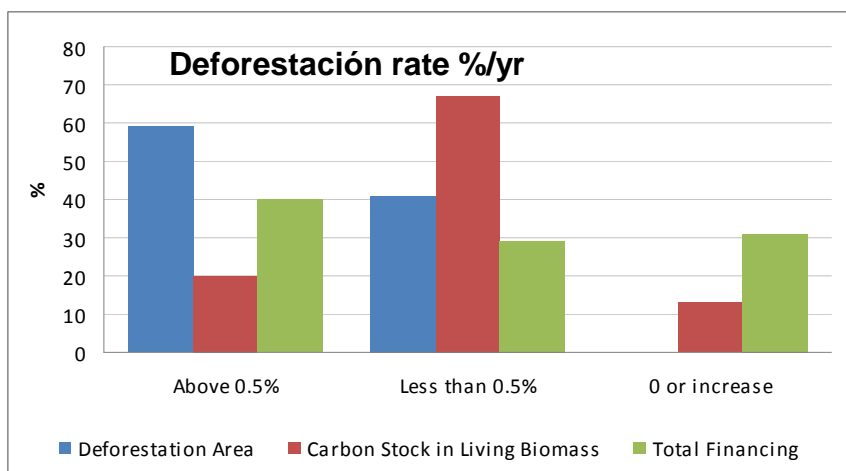
Promesas 2010-2012

Total USD 4.3 billones

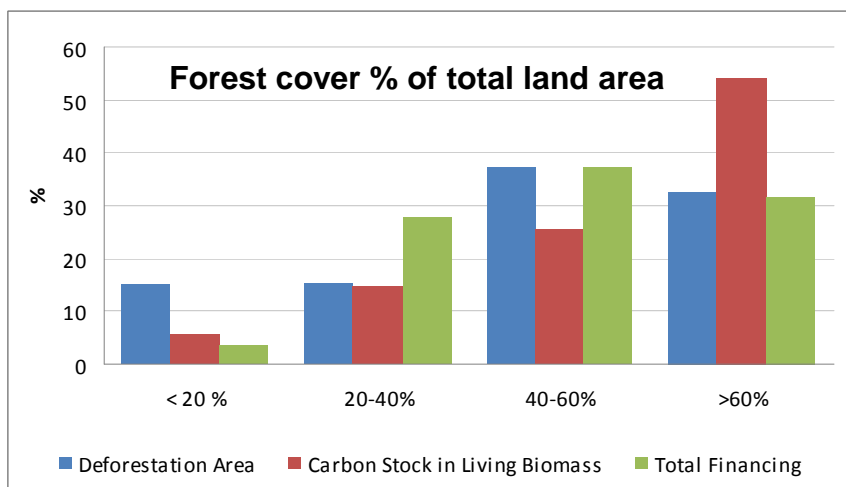
Beneficiarios del financiamiento REDD+



A donde apunta el financiamiento REDD+

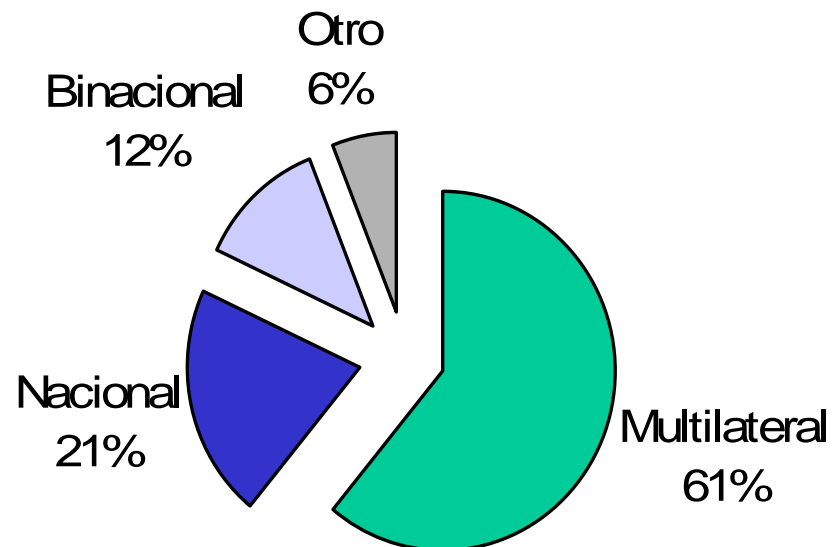


→ 40% del financiamiento esta dirigido a países con alta deforestación.



→ Mas de 66% es compartido por países con alta cobertura de bosques

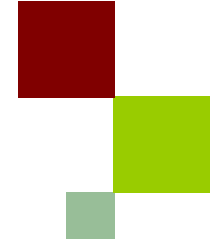
Financiamiento nacional



→ 21% de las necesidades = 40 millones en 16 países...

→ pero la participación varía de 0 a 69%

Financiamiento del mercado



Doble papel del sector privado

- Inversor que genera reducción de emisiones a través de REDD+
- Comprador de compensaciones REDD+

Tamaño del mercado

- Estimado a 150 millones de USD, 73% por el voluntario y 27% por el regulado
- Muy marginal, comparado a las necesidades (100 a 200 veces menos....)

Restricciones

- Demanda: aceptación de los créditos de carbono forestal, altos costos de transacción, incertidumbre acerca de los acuerdos posteriores a 2012, falta de mecanismos nacionales de mercado
- Oferta: preocupaciones por las fugas, permanencia, adicionalidad, MRV y garantías

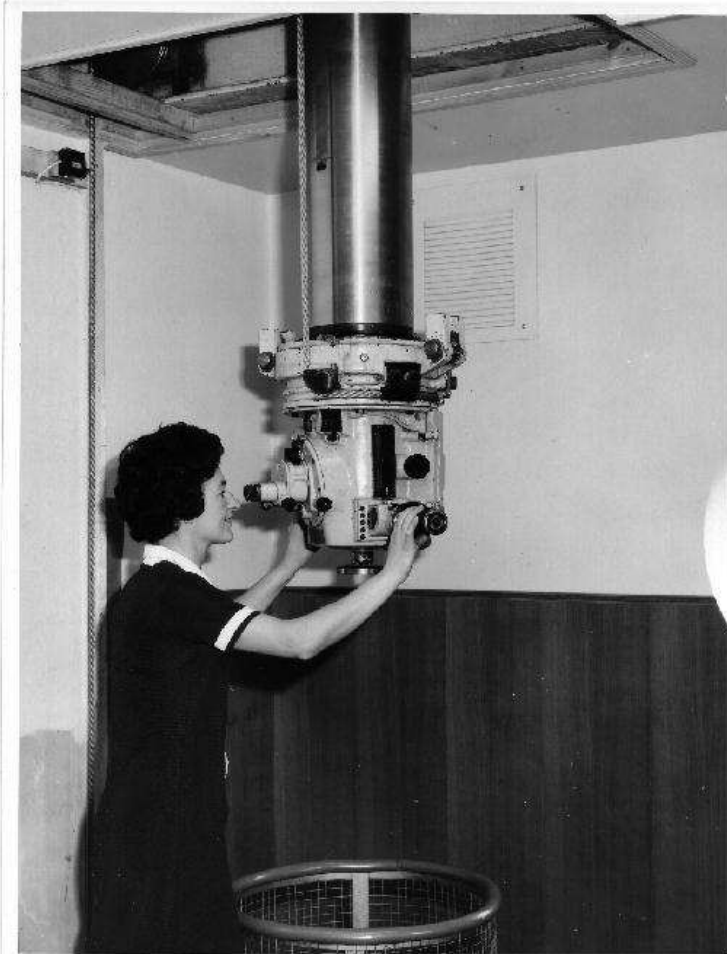
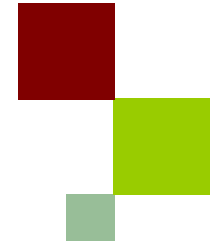
Quien creer



Ver la mapa: <http://reddplusdatabase.org/>

Síndrome de la huelga...”100 000 personas según los manifestantes, 1 000 según la policía”

Plan



1. Necesidades

2. Fuentes

3. Vacios y superposiciones

4. Recomendaciones

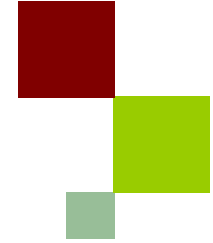
Vacios



Pais	Vacío	
	USD 1000	% del presupuesto total
Argentina	3,766	39,5
Costa Rica	459	10,6
DR Congo	1,227	5,4
Indonesia	13,264	70,3
Kenya	7,026	67,4
Peru	2,387	30,0
Lao PDR	190	0,8
Sub Total	28,319	..
Tanzania	-437	-4,3
Vietnam	-40	-0,3
Total	27,842	12,8

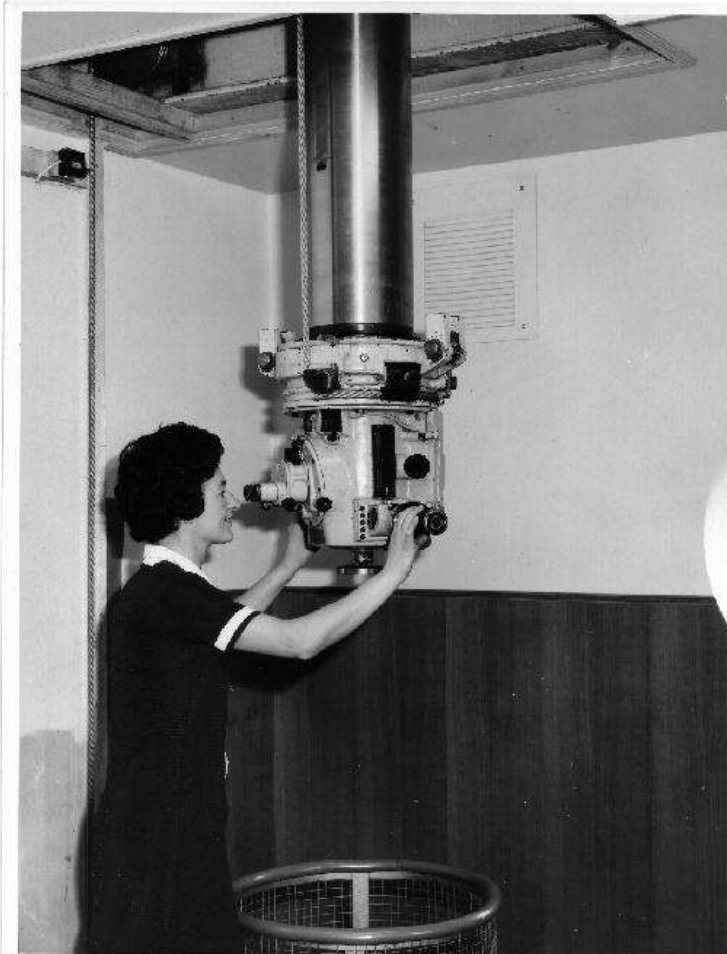
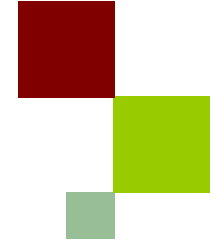
Fuente: 16 FCPF R-PPs

Superposiciones



- Las superposiciones a nivel de país todavía no son significativas, pero hay excepciones
- La duplicación solo puede ser evitada a través de la coordinación efectiva...que aun no está adecuada (lucha de interés entre programas)
- La estrategia nacional REDD+ necesita ser adaptado a las condiciones del país...No hay una formula mágica
- Se necesita mejores interfaces entre los inversores privados y las oportunidades a nivel de campo con asistencia de intermediarios...inversores concentrados en algunos países y/o regiones...

Plan



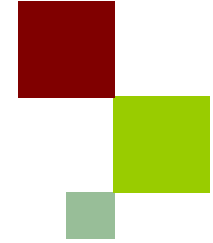
1. Necesidades

2. Fuentes

3. Vacios y superposiciones

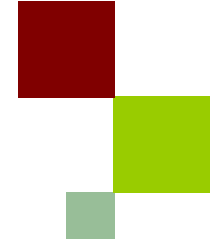
4. Recomendaciones

Para la REDD+ database



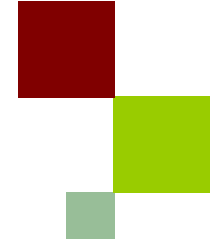
- Debe ser desarrollada una visión común sobre lo que puede ser incluido en la financiación REDD+, con el fin de que haya una interpretación consistente entre las partes
- El monitoreo de los flujos de fondos para REDD+ deben ser extendidos hasta cubrir todas las fuentes, incluidas las financiaciones internas y externas, sector privado, filantropía etc
- Para evitar la doble contabilidad de los flujos de financiamiento, las fuentes bilaterales deberían facilitar información sobre sus flujos de financiación a través de diversos canales
- Los países desarrollados deben adoptar medidas encaminadas a la revisión de marcadores OECD DAC para reflejar las necesidades de información para el monitoreo de los flujos de financiación de AOD para actividades REDD +, ordenación forestal sostenible, biodiversidad y afines

Para los países beneficiarios



- Un presupuesto y una estrategia común REDD+ (un solo documento nacional) debe servir como marco que cubra todas las áreas y fuentes de financiamiento.
- Una plataforma de implementación común a nivel nacional debe ser abierta a todas las fuentes de tal modo que facilite la implementación y la coordinación.
- Estimaciones credibles y transparentes de necesidades de financiamiento para las fases 2 y 3 deben ser desarrolladas como parte del proceso de una estrategia nacional REDD+

Para los países/organismos donantes



- El apoyo al trabajo de campo de preparación REDD+ (e.g. planeación del uso de la tierra, clarificación de la propiedad, así como consulta y monitoreo a nivel local) debe ser ampliado
- Se debe promover la participación del sector privado
- Se debe desarrollar alianzas operacionales entre los sectores publico y privado, agencias multilaterales y bilaterales y ONGs, etc.
- Los diferentes programas e iniciativas deben clarificar y comunicar efectivamente sobre sus ventajas competitivas, en vez de tener una lucha de interes



Gracias por su atencion

